

# RESUME

**NOUS SOMMES EN CRISE :** les écosystèmes forestiers propices à un climat vivable, à une biodiversité inestimable, à des économies florissantes et à une importance culturelle intangible sont soumis à des pressions considérables. La préservation des forêts est essentielle pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C. Pourtant, les objectifs consistant à arrêter et inverser la déforestation et la dégradation des forêts définis à l'horizon 2030 sont loin d'être atteints.

En 2022, la déforestation brute mondiale a atteint 6,6 millions d'hectares, soit 21 % de plus que ce qui était nécessaire pour éliminer la déforestation d'ici à 2030. La destruction des forêts tropicales primaires a atteint 4,1 millions d'hectares et elle continue de s'aggraver —la perte était 33 % plus élevée que la trajectoire nécessaire pour mettre fin à la disparition des forêts tropicales d'ici la fin de la décennie. Ce recul éloigne encore plus les objectifs fixés pour les forêts de la réalité après les progrès timides, mais néanmoins insuffisants accomplis en 2021.

La repousse des forêts dans les zones tropicales déforestées a augmenté de manière exponentielle au cours des quatre dernières années, ce qui démontre la grande capacité des écosystèmes forestiers à se remettre des perturbations. La repousse est certainement positive, mais les conditions écologiques qui caractérisent les forêts matures peuvent mettre des décennies à se rétablir. Même si nous constatons que la restauration s'étend à l'échelle mondiale, le suivi des progrès est entravé par le manque flagrant de transparence des initiatives publiques et privées visant à restaurer les forêts dans le monde.

Plusieurs régions continuent de perdre des forêts à haute intégrité à un rythme alarmant. Il s'agit notamment de l'Amérique latine non tropicale et tropicale, de l'Afrique non tropicale, ainsi que des forêts boréales et tempérées d'Amérique du Nord et d'Europe. Les données complètes sur la dégradation des forêts, en particulier dans de nombreuses forêts septentrionales, restent insuffisantes pour évaluer correctement les progrès accomplis et informer sur les mesures à prendre.

**L'ESPOIR DEMEURE :** plus d'une cinquantaine de pays sont en passe d'éliminer la déforestation sur leur territoire d'ici à 2030. Par exemple, dans les régions tropicales d'Asie, la seule région qui se rapproche de la voie pour atteindre l'objectif de zéro déforestation brute, l'Indonésie et la Malaisie sont parvenues à réduire durablement la déforestation.

Les pays abritant des forêts, qu'ils soient développés ou en développement, ont démontré le pouvoir de transformation de la volonté politique et de l'action déterminée. Leurs efforts ont permis de réduire considérablement et, dans certains cas, durablement les niveaux de déforestation.

**DE SERIEUX DEFIS RESTENT A RELEVER :** hélas, ces succès isolés ne suffisent pas à compenser la perte et la dégradation massives des forêts observées dans les écosystèmes forestiers essentiels. De plus, les progrès d'un pays ne peuvent être dissociés de la crise écologique d'un autre pays. La réduction de la déforestation au sein d'une zone géographique peut être due à l'externalisation de la production de matières premières à risque pour les forêts, et au transfert subséquent de la déforestation vers d'autres pays et d'autres écosystèmes. La mondialisation de l'économie fait peser sur tous les pays la responsabilité de remédier à l'appauvrissement continu des forêts.

**NOUS DEVONS AFFRONTER LA DURE REALITE :** le monde ne peut tout simplement pas continuer à exploiter et à détruire les forêts à sa guise. Les systèmes économiques qui reposent sur l'extraction et la consommation ont déjà bouleversé six des neuf limites planétaires qui constituent le système de survie de la Terre, y compris la limite de l'utilisation des sols.<sup>1</sup>

Les pays et les entreprises en tête de file ont donné le ton et le reste du monde doit suivre leur exemple. Sans une adoption à grande échelle et porteuse de changement des modèles de développement alternatifs, le monde n'atteindra pas ses objectifs ambitieux en matière de développement durable, de climat et de protection des forêts.

**Les gouvernements doivent redéfinir l'exploitation à leur guise des forêts :** Ceux-ci doivent mettre en place un cadre réglementaire et fiscal qui exige des actions, de la transparence et la prise en compte de leur responsabilité par rapport aux forêts. Ce cadre doit inciter à la protection, à la gestion durable et à la restauration des forêts et encourager les efforts spontanés visant à mettre en place des approches économiques alternatives qui reconnaissent la valeur réelle des forêts existantes.

**PARLONS ARGENT :** il ressort tristement que les objectifs fixés pour les forêts ne sont toujours pas la priorité. Au niveau mondial, seuls 2,2 milliards de dollars de fonds publics sont consacrés aux forêts chaque année. Il s'agit d'une proportion négligeable par rapport à d'autres investissements internationaux. À vrai dire, ce montant ne couvrirait même pas le coût de deux stades de football : la construction du Tottenham Hotspur Stadium à Londres a coûté environ 1,1 milliard de dollars<sup>2</sup> et le budget pour la rénovation en cours du Camp Nou à Barcelone avoisine les 1,6 milliard de dollars.<sup>3</sup>

Les pays développés ont annoncé des dizaines de mesures visant à mettre fin à la déforestation tropicale. Pourtant, les mesures d'incitation prévus par ces programmes sont loin d'être suffisants pour surmonter les difficultés liées à la réalisation des objectifs fixés pour les forêts. Un grand nombre de pays en développement ont encore besoin d'un soutien substantiel pour lancer les réformes audacieuses nécessaires pour concilier leurs voies de développement avec les objectifs fixés pour les forêts.

Au même moment, de nombreux pays développés peinent à protéger leurs forêts de manière adéquate. Les subventions et les réglementations permettent, quand elles ne les encouragent pas, une gestion et une exploitation forestières qui dégradent la qualité des forêts, même au sein de forêts primaires et anciennes irremplaçables.

La triste réalité c'est que de nombreux engagements visant à protéger les droits des Peuples Autochtones et des Communautés Locales (PA et CL), en particulier le régime foncier et le consentement préalable, libre et éclairé, ne sont encore que des paroles en l'air. Les PA et CL ne reçoivent qu'une fraction du financement dont ils ont besoin pour garantir leurs droits et gérer efficacement leurs territoires. Pendant ce temps, ces communautés sont constamment soumises à la violence et à la criminalisation lorsqu'elles protègent leurs terres, alors même qu'elles sont les plus directement touchées par la destruction des forêts.

## **UN ECART BEANT SEPRE LE FINANCEMENT ACTUEL ET LE FINANCEMENT NECESSAIRE POUR LES FORETS.**

**Les institutions financières, les entreprises et les gouvernements doivent joindre le geste à la parole :** Investir dans des activités qui nourrissent les forêts, et non qui les détruisent. Et aussi financer les gardiens des forêts les plus efficaces, c'est-à-dire les Peuples Autochtones et les Communautés Locales.

**IL FAUT PARTAGER LES RESPONSABILITES :** chaque pays a la responsabilité d'inverser le cours de cette tragédie qu'est la disparition et la dégradation des forêts. Certaines zones géographiques ont montré ce qu'il fallait faire pour changer les choses : par exemple, le Brésil a opté pour une application plus stricte de la législation et a pris des mesures rapides pour lutter contre la déforestation en Amazonie en 2023, tandis que l'Union européenne a réalisé des progrès considérables en matière de politique forestière, tant au niveau national qu'international.

Au sein du secteur privé, un petit groupe de responsables d'entreprises a, grâce au soutien de la société civile, ouvert la voie à de meilleures pratiques telles que le suivi et la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement et l'engagement des fournisseurs afin d'atténuer et de réduire leur exposition à la déforestation et à la transformation des écosystèmes dans leurs chaînes d'approvisionnement. Il est possible pour le secteur privé de modifier ses pratiques habituelles à une échelle considérable.

Les institutions financières reconnaissent de plus en plus les risques liés à l'exposition à la déforestation, à la dégradation et à la transformation des écosystèmes au travers de leurs investissements et agissent en conséquence, à la fois pour leurs activités et pour les effets négatifs qu'ils peuvent avoir sur les populations et sur l'environnement.

Pourtant, l'impact général de tous ces acteurs reste minime. Ils ne contrôlent qu'une petite partie du marché mondial et des ressources. La majorité des grandes entreprises des chaînes d'approvisionnement en produits de base à risque pour les forêts évaluées par Forest 500 n'ont pas de programme précis, détaillé ou cohérent visant à éliminer la déforestation de leurs chaînes d'approvisionnement. La majorité des institutions financières n'ont pas de politique en matière de gestion des risques forestiers pour leurs emprunts et leurs investissements. Rien que pour l'année 2022, Forest 500 estime que les institutions financières privées ont versé 6,1 billions de dollars aux entreprises les plus susceptibles de favoriser la déforestation tropicale par le biais de la production de matières premières agricoles. Même si les engagements sont nombreux et ambitieux, beaucoup d'entreprises et de gouvernements ont

déployé des efforts limités pour faire progresser les objectifs fixés pour les forêts.

La majorité des gouvernements, des entreprises et des institutions financières qui ont peu ou pas agi échappent aussi jusqu'à présent à l'obligation de rendre des comptes. Un manque systémique de données et de rapports transparents sur les forêts se fait sentir, - depuis les données sur la dégradation des forêts tempérées et boréales et les progrès réalisés en matière de restauration au niveau mondial, jusqu'aux rapports proactifs sur les activités et les résultats obtenus par les acteurs engagés en faveur de la protection des forêts.

**EN L'ABSENCE DE DONNÉES ET DE TRANSPARENCE, LES PROGRÈS DEMEURENT DIFFICILES À RÉALISER - ET LES ACTEURS NE SERONT PAS TENUS DE RENDRE DES COMPTES.**

**Les gouvernements, les entreprises et les institutions financières sont invités à braquer leurs projecteurs sur eux-mêmes :** Ils doivent investir dans la collecte de données, la surveillance active et la rédaction de rapports transparents et proactifs sur l'état des forêts et des écosystèmes, sur leurs programmes et leurs stratégies visant à aligner leurs priorités économiques et de développement par rapport aux forêts, et sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements pris en faveur des forêts.

**LES PARTENAIRES DE L'ÉVALUATION DE LA DÉCLARATION SUR LES FORÊTS SE SONT DÉJÀ EXPRIMÉS**

• rien de moins qu'une transformation radicale des voies de développement, des flux financiers et de l'efficacité et de l'application de la gouvernance n'est nécessaire pour modifier la trajectoire mondiale afin d'atteindre les objectifs fixés pour les forêts à l'horizon 2030.

Nos modèles économiques doivent être remaniés afin de valoriser les forêts pour les avantages qu'elles apportent sur le long terme, plutôt que pour les gains superficiels et à court terme qui découlent de leur défrichement.

Les Peuples Autochtones et les Communautés Locales ont toujours démontré l'efficacité des modèles alternatifs de développement et de gestion des forêts. Des pays, des entreprises et des institutions financières de premier plan ont démontré qu'il était possible de changer les politiques et les pratiques.

**LE MONDE ENTIER DOIT SUIVRE LEURS PAS POUR REDEFINIR LES PRATIQUES HABITUELLES ET MODIFIER LA TRAJECTOIRE MONDIALE POUR 2030.**

<sup>1</sup> Richardson, K., et al. (2023). Earth beyond six of nine planetary boundaries. *Science Advances*, 9(37), eadh2458. <https://doi.org/10.1126/sciadv.adh2458>.

<sup>2</sup> StadiumDB : Tottenham Hotspur Stadium, [http://stadiumdb.com/stadiums/eng/tottenham\\_hotspur\\_stadium](http://stadiumdb.com/stadiums/eng/tottenham_hotspur_stadium).

<sup>3</sup> Mallick, A. (13 septembre 2023) « Barcelona's Estimated Stadium Revenue from the new Camp Nou. » *TechnoSports*. <https://technosports.co.in/barcelona-stadium-revenue-return-upon-camp-nou/>.